

Le président de SOS Racisme Dominique Sopo mis en examen pour injure publique envers Jean Messiha

Dans un échange de tweets, le militant antiraciste avait estimé que le fait de comparer l'ex-cadre du RN à un «chameau» était «infamant» pour ledit animal.

Par Le Figaro

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 2 heures



Selon un document judiciaire consulté par *Le Figaro*, Dominique Sopo a été mis en examen pour injure publique envers un particulier.

AFP

L'affaire avait fait grand bruit. Sur les réseaux sociaux, l'humoriste Yassin Bellatar avait traité de «chameau» l'ancien cadre du RN Jean Messiha originaire d'Egypte. L'énarque avait appelé la LICRA et SOS Racisme à le défendre. Le président de SOS Racisme, Dominique Sopo, ne s'était pas ému de l'invective, en reprenant la comparaison à son compte, filant la métaphore.

«Cher Jean Messiha, je pense que la LICRA sera heureuse de se constituer auprès de SOS Racisme afin de mettre fin à l'odieuse comparaison entre vous-même et un chameau. Cette comparaison est infamante pour les chameaux. Soyez certain que nous ne laisserons pas passer. Bisous», avait ironisé le président de l'association antiraciste, dans une saillie qui n'avait pas manqué de faire réagir.

Selon un document judiciaire consulté par *Le Figaro*, Dominique Sopo a été mis en examen en mars dernier pour injure publique envers un particulier, à raison de son origine ou de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. Le tribunal judiciaire de Paris a requis le renvoi du militant antiraciste devant une juridiction pour propos *«comportant une expression outrageante, un terme de mépris ou une invective ne renfermant l'imputation d'aucun fait.»*

Pour l'ancien membre du RN et fondateur de l'institut Apollon, think-tank conservateur, cela confirme que le président de SOS racisme *«est aux antipodes de l'organisation qu'il préside»*.

Le coupable d'injure publique peut être condamné à verser une amende allant jusqu'à 12.000 euros, selon la loi sur la liberté de la presse de 1881.

À voir aussi - George Floyd: «Nous sommes ici car le racisme tue», affirme Dominique Sopo, président de SOS Racisme